



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 40 – 8 JUILLET 2016

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

RWANDA :
SIGNATURE DE LA
PLUS
IMPORTANTE
SUBVENTION DE
L'UNION
EUROPEENNE
POUR LE PAYS

ANGOLA :
INTERRUPTION DU
PROCESSUS DE
DEMANDE D'AIDE
FINANCIERE AUPRES DU
FMI

ENGIE
VA DEVELOPPER DES
PROJETS ELECTRIQUES
AU GHANA

AFRIQUE DU SUD :
LANCEMENT DE LA
CONSTRUCTION D'UNE
NOUVELLE CENTRALE
SOLAIRE
THERMODYNAMIQUE

GABON :
OFFICIALISATION DU
RETOUR DU PAYS AU
SEIN DE L'OPEP

EDF, ACTIONNAIRE
MAJORITAIRE DE LA
NOUVELLE SOCIETE
CAMEROUNAISE
NACHTIGAL HYDRO
POWER COMPANY

ETHIOPIE :
ARRIVEE DU PREMIER
A350-900 A ADDIS-
ABEBA

CFAO ET WENDEL
S'ALLIENT EN AFRIQUE

LE BOTSWANA
ACCUEILLE L'ÉDITION
2016 DE
L'INNOVATION PRIZE
FOR AFRICA



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

ACTUALITE REGIONALE

▼ Nigeria/Ghana : publication du rapport de la CNUCED sur l'investissement dans le monde

Au Nigéria, les flux d'IDE entrant ont atteint 3 Mds USD en 2015, contre 4,7 Mds USD en 2014. Le stock d'IDE entrant s'est établi à 89,7 Mds USD en 2015, contre 60,3 Mds USD en 2010. Les flux d'IDE sortant ont atteint 1,4 Mds USD en 2015, contre 1,6 Mds USD en 2014, pour un stock d'IDE sortant de 11,7 Mds USD en 2015, contre 5 Mds USD en 2010. Au Ghana, les flux d'IDE entrant ont atteint 3,2 Mds USD en 2015, contre 3,4 Mds USD en 2014. Le stock d'IDE entrant s'est établi à 26,4 Mds USD en 2015, contre 10,1 Mds en 2010.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique australe : déclassement de l'évaluation risque-pays de 4 pays (Coface)

L'assureur-crédit Coface a déclassé l'évaluation risque pays pour 4 pays de la région Afrique australe. Pâtissant de la faiblesse des cours du pétrole, l'évaluation de l'Angola a été dégradée d'un cran (C à D). Celle de la Namibie a été abaissée en A4 en raison de la chute des cours des matières premières et du ralentissement de l'économie sud-africaine (principal partenaire). Celle du Mozambique a été abaissée à D, suite à la révélation de la dissimulation par le gouvernement de dettes cachées. Enfin, la Zambie a été déclassée d'un cran en D également en raison de la forte dépréciation de sa monnaie dans le sillage du ralentissement chinois et de l'effondrement des prix des matières premières.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Nigéria : le président Buhari n'est pas convaincu par l'évolution de la politique de change

Lors d'une rencontre avec des hommes d'affaires, Muhammadu Buhari a décrit la chute de la valeur du naira consécutive à la mise en place du régime de change flottant comme « brutale », considérant que le Nigéria n'avait rien gagné des dévaluations par le passé et déclarant ne pas comprendre « l'explication économique » justifiant cette flexibilisation. Sur le marché des changes, les ventes de dollars de la Banque centrale comptent pour la majeure partie des transactions, qui n'atteignent que 40 M USD par jour. Cette faible liquidité du marché des changes, qui limite le retour des investisseurs étrangers, laisse à penser que la valeur du naira n'a pas encore atteint son niveau d'équilibre.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : quelles sont les conséquences du Brexit ?

La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne pourrait ralentir le retour des flux d'investissements de portefeuille au Nigéria, et de ce fait retarder le retour à un fonctionnement normal du marché des changes, qui a été récemment libéralisé. Le Royaume-Uni était la première source d'importation de capital au Nigéria en 2015, avec 3,8 Mds USD et les échanges bilatéraux entre les deux pays s'élevaient à 8,3 Mds USD. Un autre canal de transmission pourrait être celui des transferts des migrants, dont le total atteignait 21 Mds USD en 2015. Le nombre de résidents britanniques nés au Nigéria aurait doublé au cours de la dernière décennie, atteignant 191 000 personnes en 2011.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : presque 30 % de la dette publique fédérale arrive à échéance

Le bureau de gestion de la dette vient de rendre public sa stratégie de gestion de la dette pour la période 2016/2019. La dette publique du gouvernement fédéral atteignait 54,1 Mds USD à la fin 2015, soit 11,1 % du PIB, avec 43,3 Mds USD d'endettement domestique (8,9 % du PIB) et 10,7 Mds USD d'endettement extérieur (2,2 % du PIB). Environ 29,1 % de la dette totale (36,1 % de la dette domestique ; 1,2 % de la dette externe) arrive à échéance cette année, ce qui implique un risque de refinancement et de taux d'intérêt importants. Le gouvernement fédéral prévoit d'emprunter un montant compris entre 305 et 395 Mds NGN (1,1-1,4 Mds USD) sous la forme d'obligations en monnaie au cours du troisième trimestre de l'année.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : étude du PNUD consacrée aux moyens de subsistance et au redressement économique dans le nord-est du pays

Ce rapport révèle l'ampleur de la crise humanitaire que traverse le nord-est du pays (Adamawa, Borno, Gombe et Yobe), qui fait suite au conflit avec le groupe Boko Haram, ayant entraîné le déplacement d'environ 2,2 M de personnes. 86 % des ménages consomment plus qu'ils ne gagnent ; 30 % des ménages sont économiquement inactifs ; un membre actif économiquement soutient en moyenne 2,3 membres inactifs ; la majorité des ménages n'ont pas accès à la nourriture en quantité suffisante ; le revenu moyen par ménage et par mois s'établit à 60 USD ; enfin, seul 19 % des ménages ont reçu une aide humanitaire au cours des 12 derniers mois.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Libéria reprend le contrôle de sa sécurité intérieure

La Mission des Nations unies au Libéria (MINUL) a transféré cette prérogative, qu'elle assurait depuis 2003, à l'Etat libérien jeudi 30 juin. Le budget dédié à la sécurité atteint 90 M USD, soit un niveau 3 fois inférieur à celui de la MINUL. Même si Ellen Johnson Sirleaf se dit confiante, le sort des anciens combattants pose question, et le *Joint Action Committee* s'inquiète de la politisation croissante de la police. Malgré ce transfert, la MINUL ne cesse pas son mandat et disposera encore de 1 200 casques bleus et de 600 policiers dans le pays. L'avenir de cette force multilatérale sera débattu au Conseil de sécurité de l'ONU le 15 décembre 2016.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : chute de près de 50 % des IDE à Maurice en 2015

Selon les données publiées par la Banque de Maurice, les investissements directs étrangers auraient enregistré une chute de 48 % en 2015 (pour la même année, la CNUCED fait mention d'une baisse de 7 % des IDE en Afrique). En effet, le volume d'IDE à Maurice, qui s'est élevé à 462 M EUR en 2014 (+42 % / 2013), a atteint 240 M EUR en 2015 (-48 % / 2014). La CNUCED estime à 3,7 Mds USD le stock des IDE à Maurice, ce qui représente 32 % du PIB du pays. C'est toujours le secteur de l'immobilier qui se taille la part du lion avec les projets type IRS/RES qui captent 71 % du total. Les principaux pays investisseurs restent la France, l'Afrique du Sud, et le Royaume-Uni.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : vente de dollars par la Banque centrale pour renforcer le franc rwandais

Le 28 juin, John Rwangombwa, gouverneur de la Banque nationale du Rwanda (BNR), a déclaré que la Banque allait vendre 8 M USD par semaine pour soutenir le franc rwandais qui se déprécie. A cause de la baisse des exportations, notamment de minerais, les réserves de changes diminuent. La BNR prévoit de plus une augmentation de l'inflation, entre 3,8 et 4,8 %, due à l'augmentation du prix des denrées alimentaires. Plusieurs entreprises et projets d'envergures ont besoin de dollars au Rwanda, notamment le nouvel hôtel Marriott, la centrale à méthane Kivuwatt ou encore RwandAir.

✉ loic.agostini@diplomatie.gouv.fr

▼ Rwanda : forte hausse de la collecte de taxes sur les 10 premiers mois de l'année fiscale

Les chiffres annoncés par la *Tanzania Revenue Authority* (TRA) pour les 10 premiers mois de l'exercice 2015/16 montrent une augmentation de 25 % de la collecte de taxes par rapport à la même période de l'exercice 2014/15. Alors que le précédent exercice s'était soldé par un déficit de collecte de 11 %, l'écart a quasiment été rattrapé (-1 %) sur la période couvrant jusqu'à la fin du mois d'avril 2016. Cette spectaculaire évolution confirme le surcroît de pression fiscale décrit par la majorité des entreprises actives dans le pays depuis l'élection du président Magufuli.

✉ loic.agostini@diplomatie.gouv.fr

▼ **Angola : net resserrement de la politique monétaire**

La Banque centrale a procédé à un relèvement marqué à la fois du taux directeur (+200 pdb à 16 %, portant la hausse à +500 pdb depuis janvier), du taux de facilité permanente de crédit (+400 pdb à 20 %) et de celui sur les dépôts (+500 pdb à 7,25 %). Ce nouveau resserrement monétaire intervient en réponse à l'accélération continue des prix pour le 17^{ème} mois consécutif en mai (+29,2 % en g.a) et à la persistance des contraintes pesant sur la devise. Alors que les perspectives économiques restent dégradées malgré une légère remontée des cours du pétrole, la Banque centrale devrait maintenir l'orientation restrictive de la politique monétaire au moins jusqu'à la fin de l'année au risque de déprimer encore davantage l'activité.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : interruption du processus de demande d'aide financière auprès du FMI**

Alors que les autorités angolaises étaient parvenues mi-juin à trouver un accord de principe avec le FMI sur une demande d'aide financière, l'Angola a décidé d'interrompre ce processus. Toutefois, le Fonds indique que le dialogue se poursuit mais sans toutefois demander de nouveaux prêts, laissant donc la porte ouverte à une éventuelle assistance technique. Cette décision apparaît toutefois surprenante au regard de la faiblesse des perspectives économiques et des difficultés pesant sur la balance des paiements et la devise. Elle s'apparenterait avant tout à une décision politique.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mozambique : importante révision à la baisse de la perspective de croissance**

Le FMI a procédé à une nette révision à la baisse de ses perspectives de croissance (4,5 % pour 2016 contre 6 % annoncée en avril, après 6,6 % en 2015). L'activité pâtit non seulement de la faiblesse des prix des matières premières, de l'atonie de la demande externe, des tensions croissantes sur les prix, de la situation sécuritaire interne dégradée et des conséquences de la sécheresse sur le secteur agricole, mais aussi des difficultés désormais accrues s'agissant de l'accès à des financements peu coûteux en lien avec la forte défiance des investisseurs suite à la révélation des dettes cachées. Ainsi, le FMI appelle à une réponse forte des autorités (mise en place d'une politique macroéconomique restrictive).

✉ philippe.fouet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : des irrégularités dans les études d'impact environnemental**

Des irrégularités ont été constatées par le ministère angolais de l'Environnement dans les études d'impact environnemental concernant des projets d'investissements publics et privés fléchés sur les provinces du pays. Ces études, considérées comme un instrument de développement, sont devenues obligatoires pour les grands projets structurants et suivent des procédures contraignantes que ne respectent pas toujours, tant les directeurs et chefs de département de l'Environnement des gouvernorats provinciaux chargés du contrôle, que des investisseurs. Le ministère prévoit des pénalités pour les infractions constatées et des sessions de formation pour sensibiliser les investisseurs et recycler les fonctionnaires concernés.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : la loi de finances rectificative 2016 présentée au Parlement

Le ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille public, Calixte Ganongo, a présenté le 29 juin devant les deux chambres du Parlement (Assemblée nationale et Sénat), pour adoption, le budget rectifié de l'Etat pour l'exercice 2016. Les ressources s'établissent à 2 121,5 Mds FCFA (3.234 M EUR), soit une baisse de 9,1 % par rapport à la LFI, et les dépenses s'élèvent à 2 396,9 Mds FCFA (3 654 M EUR), soit une contraction de 8,1 %. Les dépenses d'investissement se situent à 1 307 Mds FCFA (1 992 M EUR), soit une diminution de 13,5 %.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : baisse de 0,5 % des exportations de cacao et hausse de 20 % de celles de café au premier trimestre 2016

Selon le gouvernement ivoirien, la Côte d'Ivoire a exporté de janvier à mars 2016, 677 000 tonnes de cacao contre 680 000 tonnes sur la même période en 2015, soit une baisse de 0,5 %. Les exportations de café se sont quant à elles élevées à 23 000 tonnes, soit une hausse de 20 %. Le prix garanti du kilogramme de cacao, qui était de 750 FCFA/kg en 2012, est passé à 1 000 F CFA/kg depuis octobre 2015. Celui du café est passé de 620 FCFA/kg en 2013 à 670 FCFA/kg en 2016. La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao, avec 36 % de part de marché. Le café et le cacao représentent 40 % des produits d'exportation du pays, 15 % du PIB et font vivre 800 000 planteurs.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : vote de la loi de finances rectificative

Les députés ont voté le 28 juin 2016 la loi de finances rectificative 2016, avec pour objectif la rationalisation des dépenses publiques. Le budget initial se réduit de 8 %, à 2 169 M EUR. Le déficit global est ramené à 4,9 % du PIB. Pour financer le budget, un emprunt obligataire, d'un montant de 229 M EUR et d'une maturité de sept ans, a été lancé début juin. Cette émission a été largement sursouscrite (308 M EUR au taux de 6,21 %). Par ailleurs, une loi-cadre sur les partenariats publics privés est en cours d'élaboration et devrait être déposée devant le parlement à la fin de l'été, pour une entrée en vigueur début 2017. Cette loi est particulièrement attendue pour la relance des investissements privés, notamment dans le secteur de l'énergie.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : adoption du budget 2016

Les autorités cap-verdiennes viennent d'adopter le projet de loi de finance 2016. Le budget du pays s'élève à environ 605 M USD. Il prévoit un déficit budgétaire de 5,2 % du PIB (contre 7,3 % en 2015), qui sera financé essentiellement par des emprunts. La dette du pays pourrait ainsi atteindre 124 % du PIB en 2016, selon le FMI. Ce budget se base sur l'hypothèse d'une croissance comprise entre 3,5 % et 4,5 %, hypothèse que confirment les premières données disponibles sur l'activité économique. Au premier trimestre de 2016, la croissance s'est en effet établie à 5,8 % (contre 1,9 % à la même en 2015). Elle a été notamment portée par la reprise des activités du secteur touristique (1,2 %), des activités agricoles (1,4 %), des transports (0,6 %) et de l'immobilier (0,6 %).

✉ foly.ananou@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Gabon : projet de loi portant ratification de l'ordonnance relative aux partenariats public-privé

Le gouvernement gabonais avait adopté le 16 février 2016 une ordonnance relative aux partenariats public-privé (PPP). Cette ordonnance définit le régime juridique relatif à la passation et à l'exécution des contrats de partenariats, tout comme la mise en place de partenariats institutionnels par le biais d'une société d'économie mixte. Au-delà des procédures d'appel d'offres, de dialogue compétitif et de la procédure négociée, les offres spontanées sont également admises comme procédure de passation des contrats de partenariats.

✉ sophie.pignon@twobirds.com

▼ Bénin : adoption de la proposition de loi sur la création des cours et tribunaux de commerce

Le parlement béninois a adopté le 4 juillet 2016, la proposition de loi qui modifie la loi n°2001-37 du 10 juin 2002 portant organisation judiciaire et qui crée les cours et tribunaux de commerce. Ces juridictions spécialisées en matière commerciale ont été mise en place en vue de répondre aux demandes des opérateurs économiques concernant les délais de jugement, considérés comme très longs. Avec la création des cours et tribunaux de commerce, le Bénin souhaite améliorer le climat des affaires et renforcer la sécurité juridique des investisseurs nationaux et étrangers.

✉ gildas.louvel@twobirds.com

▼ Togo : amélioration de l'indice de la performance logistique

La Banque mondiale vient de publier le rapport 2016 de l'Indice de la performance logistique (LPI) qui analyse la compétitivité en matière de commerce dans 160 pays. Dans ce classement, le Togo progresse de 47 places, passant du 139^{ème} rang en 2014 au 92^{ème} en 2016. Le classement repose sur différents critères relatifs à l'efficacité de la chaîne logistique, comme les infrastructures, la qualité des services, la fiabilité des expéditions et l'efficacité des procédures de dédouanement. Le Togo a progressé sur l'ensemble de critères. Sa plus forte performance a été enregistrée sur le volet relatif aux délais de dédouanement.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : mise en place d'un bureau d'information sur le crédit

Ce bureau, dont les activités ont été lancées le 30 juin dernier, est chargé de collecter des données ou des informations sur l'état financier des clients auprès des sociétés et organismes financiers ou publics. Le BIC vise à renforcer l'efficacité de la supervision de l'activité crédit à travers la réduction de l'asymétrie d'information. Les informations collectées (données sur les antécédents de crédit) sont par la suite partagées auprès notamment des établissements de crédit, des systèmes financiers décentralisés. Le Togo est devenu le 6^{ème} pays de l'UEMOA à se doter d'un système de collecte ou d'échange d'information sur le crédit, après la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Niger, le Mali et la Guinée-Bissau.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Nigéria : le gouvernement négocie avec General Electrics (GE) pour la concession de deux lignes de chemin de fer

Bien qu'aucun accord n'ait été officialisé, GE se serait engagé à amener 2 Mds USD d'investissements étrangers pour revitaliser les anciennes lignes Lagos-Kano et Port Harcourt-Maiduguri, qui seront ensuite concédées aux investisseurs. Sur ces lignes, le géant américain assurera la fourniture et la maintenance des locomotives. En parallèle, le gouvernement est à la recherche de PPP pour financer la construction de voies ferrées modernes, les deux principales étant Lagos-Kano (à côté de l'ancienne ligne, à commencer par le segment Lagos-Ibadan) et Lagos-Calabar. Les travaux, confiés à la CCECC (Chine), devraient commencer cette année.

✉ paulin.roussel@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : accord de prêt pour le financement de projets post-catastrophe

Le 23 juin 2016, l'Etat malgache et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont signé un accord de prêt relatif au financement du *Projet Post Disaster Infrastructure Reconstruction*. Doté de 40 M EUR, ce projet va permettre d'effectuer à court terme des travaux de reconstruction sur diverses infrastructures endommagées par des cyclones durant la saison des pluies en février-mars 2015. Le projet prévoit ainsi la réhabilitation de routes et de digues de la Commune Urbaine d'Antananarivo, des travaux de renforcement du Viaduc de Sahasinaka, situé sur la ligne ferroviaire Fianarantsoa – Côte Est (FCE), et la construction du prolongement de la digue de Kiembe dans la ville de Tuléar (sud-ouest du pays).

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice souhaite un partenariat renforcé avec la Chine

A l'occasion de la 9^{ème} session de la Commission mixte sino-mauricienne, qui s'est tenue mi-juin, Pravind Jugnauth, le nouveau ministre des Finances, a plaidé pour un partenariat renforcé avec la Chine et pour un accès au *China Africa Fund*, pour lequel un montant de 60 Mds USD avait été annoncé lors du sommet Chine-Afrique de Johannesburg de décembre 2015. Maurice pourrait prochainement bénéficier d'un prêt à taux zéro de 25 M EUR et d'un don de l'ordre de 20 M EUR pour financer plusieurs projets de coopération (achat d'autobus, construction d'un complexe douanier dans la zone aéroportuaire, construction d'une bibliothèque nationale, etc).

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : nouveau plan directeur pour les infrastructures portuaires

Le nouveau *Master Plan*, qui doit être soumis d'ici peu à la *Mauritius Ports Authority* (MPA), proposera une série de projets dont la mise en œuvre devrait s'étaler jusqu'en 2040 : optimisation des activités de transbordement, construction d'un terminal pour l'accueil des bateaux de croisière et d'un port de plaisance, *bunkering* dans la région d'Albion, construction d'un port de pêche au nord de la capitale, etc. A l'horizon 2040, la MPA espère atteindre 1,4 million de conteneurs (350 000 aujourd'hui) et 2,5 millions de tonnes de carburant (280 000 aujourd'hui). En parallèle, les négociations se poursuivent avec Dubaï Ports World avec en vue de conclure un partenariat stratégique.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : signature de la plus importante subvention de l'Union européenne pour le pays**

Michael Ryan, chef de la délégation de l'UE, et Claver Gatete, ministre des Finances, ont signé un accord de soutien au secteur agricole de 200 M EUR. Cette somme sera allouée à l'amélioration de la sécurité alimentaire dans le pays, de la nutrition pour les populations rwandaises, des techniques de cultures et de l'irrigation. Développer l'agroforesterie et la transformation des produits agricoles sont également des priorités pour l'UE et le gouvernement rwandais, ainsi que l'exportation de ces produits. Aujourd'hui 70 % de la population rwandaise vit du secteur agricole.

✉ loic.agostini@diplomatie.gouv.fr

▼ **Soudan : le ministre des Finances annonce un approfondissement des relations économiques sino-soudanaises**

De retour de Pékin, où il était accompagné par le gouverneur de la Banque centrale du Soudan, le ministre soudanais des Finances a annoncé que la *China National Petroleum Corporation* préparait un accord cadre, qui serait remis au gouvernement soudanais mi-juillet, pour une nouvelle phase de coopération pétrolière entre les deux pays. Il a également fait part de l'accord de principe de la Export-Import Bank of China pour augmenter les prêts concessionnels au Soudan. Un accord, qui devrait être signé mi-juillet aussi, prévoit l'implantation au Soudan d'usines de ciment, de verre et de sidérurgie.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : mise en place du nouveau programme d'assistance des Nations Unies**

Le Bureau de représentation des Nations unies à Dar es Salam a présenté son second programme d'assistance au développement (*United Nations Development Assistance Plan - UNDAF II*) qui sera mis en place dès juillet et couvrira la période 2016/2021, en phase avec le plan quinquennal de développement de la Tanzanie. Basé sur une approche par la demande, UNDAF II prévoit 1,3 Md USD de dons pour les secteurs de la santé, de la gouvernance démocratique, de la croissance inclusive, ainsi que pour le respect des droits de l'Homme et l'égalité des genres. Le programme UNDAF est structuré et financé par les Nations unies afin d'aider les pays bénéficiaires à atteindre les objectifs de développement durables (SDG) d'ici 2030.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : ENGIE va développer des projets électriques**

L'entreprise française ENGIE a signé un *memorandum of understanding* avec la société marocaine Nareva Holdings, afin de développer la production d'électricité en Afrique de l'Ouest. Le Ghana sera concerné par ces nouveaux projets, de même que la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Cameroun et l'Égypte. Au total, entre 5 000 et 6 000 MW seront produits entre 2020 et 2025 sur l'ensemble de la zone. Cela permettra de compléter la capacité électrique de production du Ghana, qui nécessite une augmentation de 200 MW pour satisfaire la demande croissante.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda / Rwanda : prêt de 245 M USD de la BAfD pour la construction d'infrastructures routières**

La BAfD a approuvé, le 22 juin, un prêt de 245 M USD en faveur de l'Ouganda et du Rwanda pour un projet de transport routier destiné à faciliter les échanges commerciaux régionaux. L'Ouganda recevra 151 M USD pour la construction d'une voie expresse de 23,7 km reliant Kampala et Mpigi, principal axe routier du Corridor nord. Le Rwanda bénéficiera de 94 M USD pour la réhabilitation d'un axe nord-sud de 208 km, reliant Kagitumba (frontière Rwanda/Tanzanie) à Rusomo (frontière Rwanda/Tanzanie). Le montant total du projet est estimé à 376,6 M USD, financés la BAfD (244,6 M USD), la JICA (56,3 M USD), l'UE (22,4 M USD) et les gouvernements ougandais et rwandais (53,2 M USD).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : le Parlement vote le financement de la cité internationale des affaires dans un contexte budgétaire tendu**

Les deux chambres du Parlement ont adopté le projet de loi autorisant la ratification de l'accord de crédit pour le financement de la Cité internationale des affaires de Brazzaville. La 1^{ère} phase du projet concerne la construction d'un centre international de conférences à Kintélé, et, au centre-ville, d'un centre commercial, d'un hôtel, et d'un immeuble qui abritera le ministère des Finances. La 2^{ème} phase du projet sera consacrée à la construction de la cité du gouvernement au centre-ville. Le coût des travaux est évalué à 475 M EUR financé à 30 % par l'État congolais, 37 % par emprunt auprès de la Turc Exim Bank, et 33 % par les banques locales et les financements privés. La fin des travaux est envisagée pour fin 2017.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : la Banque mondiale accorde 30 M USD pour l'amélioration de la gestion des investissements publics**

Le conseil d'administration du groupe de la Banque mondiale a approuvé fin juin un crédit de 30 M USD destiné à aider les autorités béninoises à remédier aux problèmes de gouvernance dont souffre la gestion des investissements publics dans le pays.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Afrique du Sud : l'agriculture, principale source de revenus pour 1,8 % des ménages pratiquant une activité agricole (49 000 ménages)

L'institut sud-africain des statistiques a publié le 2 juin son rapport annuel sur les 16,1 millions de ménages que comptait le pays en 2015. Seuls 16,9 % des ménages sud-africains ont une activité agricole qui se limite pour le plus grand nombre à un jardin potager (91,3 %), l'agriculture étant la principale source de revenus pour 1,8 % de ces ménages. L'élevage de ruminants et de volailles, la production de maïs et de légumes sont les principales productions. Les résultats de cette enquête illustrent le caractère marginal de la petite agriculture familiale noire ainsi que le faible impact des programmes de développement de l'agriculture émergente.

✉ tristan.rose@dgtresor.gouv.fr

▼ Coton : les Africains doivent augmenter leur productivité

La production de coton a été plus faible que prévu en Afrique de l'Ouest lors de la campagne 2015-2016 : 2,3 millions de tonnes de coton-graine, soit 950 000 tonnes de fibre (4,5 % du total mondial). Une baisse de 15 % par rapport à la campagne précédente, compensée en zone franc par l'évolution favorable du taux de change qui aura permis d'éviter une trop forte baisse des prix d'achat du coton-graine aux producteurs. Le Burkina Faso demeure le premier producteur africain (250 000 t de fibre), devant le Mali (215 000 t), la Côte d'Ivoire (135 000 t), le Cameroun (115 000 t), le Bénin (105 000 t) et l'Égypte. Le principal défi pour le coton africain réside dans l'augmentation de la productivité, car le rendement est inférieur de 55 % à la moyenne mondiale.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Gabon : signature d'une convention de partenariat en vue de redynamiser la filière café-cacao

La convention, signée entre la Caisse de stabilisation et de péréquation (Caistab) et la Société de transformation et de développement rural (Sotrader), vise à faciliter l'accompagnement des coopératives agricoles opérant dans le cadre du programme Graine (Gabonaise des réalisations agricoles et des initiatives des nationaux engagés), dont la Sotrader (issue d'un partenariat entre Olam international et l'Etat gabonais) est l'exécutante. Trois mille nouveaux hectares de plantations devraient ainsi voir le jour.

✉ quentin.simon@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Afrique du Sud : suite au Brexit, fortes réactions des cours des matières premières

D'une part, le cours de l'or, valeur refuge en période d'incertitude au même titre que le franc suisse, s'est renforcé de +3,91 % à 1 312,9 USD l'once entre le 23 et le 28 juin, mouvement qui devrait perdurer en raison des entrées fortes et soutenues sur le marché de l'or. D'autre part, le prix du baril de pétrole a enregistré, à l'inverse, une baisse de plus de 6 % après les résultats du référendum (recul de 2,75 USD à 48,2 USD le baril de Brent, se situant à 48,32 USD le 28 juin) traduisant une nouvelle fois l'anxiété des marchés au regard de la demande mondiale en hydrocarbures, influente sur le rythme de l'économie mondiale.

✉ ophélie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : lancement de la construction d'une nouvelle centrale solaire thermodynamique

Dans le cadre de la 3^{ème} phase du *Renewable Energy Independent Power Producer Procurement Programme* (REIPPPP), la construction de la centrale solaire thermodynamique (CSP) de Redstone, d'une capacité de 100 MW, démarrera à Postmasburg, dans la province du Northern Cape en septembre 2016, avec une mise en service en 2018. Le projet, porté par un consortium formé par l'entreprise californienne SolarReserve et saïd ACWA Power, bénéficiera d'un tarif électrique de 0,09 EUR/kWh sur vingt ans (contre 0,15 EUR/kWh pour les projets CSP de la 1^{ère} phase du REIPPPP). Redstone permettra jusqu'à 12 heures de stockage d'énergie à pleine charge pour une production de plus de 480 000 MWh d'électricité par an.

✉ thomas.curelli@businessfrance.fr

▼ Angola: le barrage de Cambambe raccordé au réseau électrique national

La première unité du barrage hydroélectrique de Cambambe a été raccordée la semaine dernière au réseau électrique national et fournira très bientôt ses premiers mégawatts. D'après un représentant de la société Gamek, en charge du suivi du projet, le raccordement de la première turbine, d'une capacité de 175 MW, permettra la poursuite des tests et des essais de la seconde centrale. La mise en fonctionnement de l'ensemble des quatre turbines du barrage est prévue pour décembre 2016, ce qui permettra d'ajouter 700 MW à la capacité électrique du pays. Le taux d'électrification de l'Angola est actuellement de 30 % et l'exécutif compte passer à 60 % d'ici 2025 en augmentant sa capacité électrique de 1 GW à 5 GW à l'horizon 2020.

✉ rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : Isabel dos Santos en Corée du Sud pour développer des accords commerciaux dans le secteur pétrolier

D'après un communiqué officiel de Sonangol, la présidente de l'entreprise nationale de pétrole, Isabel dos Santos, s'est rendue la semaine dernière à Séoul pour renforcer les accords commerciaux avec ses partenaires sud-coréens et pour en développer de nouveaux. Parmi les objectifs du voyage figurait notamment la renégociation des délais de paiement d'un de ses principaux fournisseurs, DSME – *Daewoo ShipBuilding & Marine Engineering*, partenaire de Sonangol depuis 1985 et à l'origine d'un des plus importants FPSO angolais – pour la livraison de deux navires de forage commandés en 2013 et estimés à 870 M USD.

✉ rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Botswana : vers une augmentation de la capacité électrique installée de 820 MW d'ici 2020, via le solaire et le charbon**

Le pays prévoit de lancer prochainement un appel d'offres relatif à la construction d'une centrale solaire de 100 MW, avec une mise en service commerciale prévue pour 2018, et de confier la construction d'une centrale électrique de 300 à la joint-venture formée avec les Sud-coréens Daewoo et Kepco et d'une autre centrale de 300 MW à la coentreprise formée avec le Sud-coréen Posco et le Japonais Marubeni. Le Botswana ne dispose actuellement que d'une unique centrale électrique, Morupule B, dont la capacité installée est de 600 MW (l'équivalent de la demande nationale) mais qui n'en produit que la moitié depuis sa mise en service en 2012.

✉ ophélie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : une nouvelle mine de cuivre sera construite à Mufulira**

Le projet de construction de la mine de cuivre Mokambo de la compagnie minière *Changfa Mineral Resources* a été accepté, avec un coût estimé à 260 M USD. La construction démarrera une fois les populations réinstallées et l'approbation de la ZEMA (*Zambia Environmental Management Agency*) obtenue. La mine produira 3 000 t de cuivre par jour avec une main-d'œuvre de 900 personnes. La construction de la mine de Mokambo est une opportunité de développement pour le secteur cuprifère zambien. Le ministre des Mines, Christopher Yaluma, a déclaré que la production de cuivre du pays augmentera de 5,5 % en 2016, allant jusqu'à 750 000 t, et devrait atteindre 1,5 millions de tonnes en 2017. La Zambie est le deuxième producteur africain de cuivre.

✉ thomas.curelli@businessfrance.fr

▼ **Nigéria : la NNPC signe des contrats pétroliers de 80 Mds USD avec la Chine**

Lors sa visite à Pékin la semaine dernière, le secrétaire d'Etat aux ressources pétrolières du Nigeria, E. Ibe Kachikwu, également directeur de la NNPC (jusqu'au 4 juillet), a signé des protocoles d'accords avec une quarantaine d'entreprises chinoises qui s'engagent à investir 80 Mds USD dans les infrastructures pétrolières et gazières du pays. Etalés sur cinq ans, ces investissements viseront la réalisation de pipelines, de raffineries, d'installations énergétiques, ainsi que des travaux de rénovation. Peu après cette annonce, dimanche 3 juillet, les *Nigeria Delta Avengers* ont déclaré avoir détruit trois oléoducs de la NNPC et de sa filiale ainsi que deux puits pétroliers du groupe Chevron pendant le week-end.

✉ paulin.roussel@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : Oando se recentre sur le secteur *upstream* et enregistre un profit de 4,1 Mds NGN au T1 2016**

Après avoir enregistré une perte record de 145,7 Mds NGN en 2014, puis de 49,7 Mds en 2015, le groupe pétrolier nigérian Oando PLC a réalisé un profit de 4,1 Mds NGN au T1 2016 (-20,9 Mds NGN au T1 2015). En juillet 2014, au moment où le cours du pétrole commençait à chuter, l'entreprise avait racheté les 1,6 Mds USD d'actifs onshore de ConocoPhillips. Fin 2015, sa dette s'élevait à 1,06 Md USD. En pleine restructuration, Oando choisit de recentrer ses activités sur l'exploration et la production d'hydrocarbures: en début de semaine, le groupe a annoncé la vente de 60 % des parts d'Oando Downstream (renommée OVH Energy) au consortium Vitol-Helios pour 210 M USD.

✉ paulin.roussel@dgtresor.gouv.fr

▼ La VRA doit 350 M USD à Ghana Gas

L'entreprise publique *Volta Region Authority* (producteur d'électricité) doit près de 350 M USD à la société nationale *Ghana National Gas Company*, correspondant à l'achat de gaz permettant d'approvisionner les centrales thermiques, qui constituent aujourd'hui près de 75 % de la capacité de production du Ghana. En raison de ces impayés, Ghana Gas n'a pas pu honorer la facilité de crédit d'1 Md USD sur 5 ans accordée par la Chinese Development Bank pour la construction de l'usine de traitement de gaz d'Atuabo, indispensable à l'approvisionnement des centrales. Ghana Gas s'est de son côté également endetté à hauteur de 79 M USD auprès de la *Ghana National Petroleum Corporation*. Le nouveau conseil de Ghana Gas a annoncé chercher à obtenir un remboursement dans les plus brefs délais.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : le gouvernement s'apprête à verser 45 M EUR à ECG pour couvrir ses dettes

Le gouvernement s'apprête à verser à ECG (*Electricity Company of Ghana*), distributeur d'électricité, près de 45 M EUR, afin de régler ses dettes auprès de la société. En effet, le gouvernement doit près de 218 M EUR à ECG, tandis que la dette privé avoisine 140 M EUR. ECG s'est ainsi engagé dans un processus de recouvrement de créances, et a décidé dans le même temps de réaliser des délestages ciblés. De nombreuses institutions publiques sont concernées par ces délestages, bien que le ministère de l'Energie ait demandé à la société de ne pas cibler les écoles et les hôpitaux. Le stade de Cape Coast et l'Ecole Polytechnique ont notamment été visés par ces délestages, devant respectivement 165 000 EUR et 230 000 EUR à ECG.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : Rio Tinto met en veilleuse le projet Simandou

2,25 milliards de tonnes de minerai à 62 % de teneur en fer et une capacité de production annuelle pouvant atteindre 100 millions de tonnes, les chiffres du projet d'exploitation des gisements du mont Simandou donnent le tournis. Vingt ans pourtant se sont écoulés depuis que le gouvernement guinéen a invité le groupe australien Rio Tinto à prospecter une zone de 1 500 km² sur la chaîne du mont Simandou. Et fin juin, Rio Tinto a annoncé la mise en veilleuse pure et simple de ce méga-projet minier, arrêt qui s'expliquerait par la baisse des prix et l'excès de production de minerai de fer sur le marché. Le coût de l'ensemble du projet est estimé à 20 Mds USD, une grosse partie allant vers le développement d'infrastructures terrestres.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Gabon : officialisation du retour du pays au sein de l'OPEP

Vingt ans après avoir quitté l'Organisation des pays producteurs de pétrole, le Gabon l'a officiellement réintégrée le 1^{er} juillet 2016. La demande de réintégration du Gabon a été actée en mars dernier, puis officiellement confirmée lors de la 169^{ème} réunion de la conférence du secrétariat de l'OPEP, le 2 juin dernier.

✉ quentin.simon@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : la Sonabhy a réalisé un bénéfice net record de 85 M EUR en 2015**

La Sonabhy (Société nationale burkinabè des hydrocarbures), profitant de la baisse des cours mondiaux des produits pétroliers a réalisé en 2015 un bénéfice record de 85 M EUR. Elle est ainsi devenue l'entreprise publique la plus performante du pays, en termes de résultat net. Pour mémoire, cette entreprise publique, qui détient le monopole de l'importation des hydrocarbures au Burkina Faso, était déficitaire en 2014.

✉ pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : Endeavour Mining lance officiellement ses opérations de la mine de Houndé**

Le groupe minier Endeavour Mining a inauguré le 1^{er} juillet dernier les installations de sa mine de Houndé au centre du pays. La production devrait démarrer en fin d'année 2017 et atteindre progressivement un rythme de 8 tonnes d'or par an. Endeavour Mining a également racheté récemment la mine de True Gold (Nord du pays) qui, à horizon 2018, devrait atteindre un niveau de production de 3 tonnes d'or par an.

✉ pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Industries**

▼ **Zambie : les compagnies aériennes certifiées en Zambie autorisées à voler dans l'espace aérien européen**

La Commission européenne a autorisé toutes les compagnies certifiées en Zambie à voler dans l'espace aérien européen. Ce résultat est le fruit de l'engagement de l'UE auprès des autorités zambiennes ces dernières années, via notamment la fourniture d'une assistance technique au ministère des Transports et à l'autorité de l'Aviation civile pour plus de 2,6 M EUR. L'UE prépare actuellement un nouveau programme de soutien pour continuer à améliorer la sécurité aérienne en Zambie d'un montant de 5,6 M EUR, financé par la dotation du 11^{ème} Fonds européen de développement pour la Zambie.

✉ ophélie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Services**

▼ **Ethiopie : arrivée du premier A350-900 à Addis-Abeba**

Ethiopian Airlines (EAL) a réceptionné à Toulouse le 28 juin dernier, son premier A350-900. Il s'agit d'un des deux appareils acquis en leasing de la société AerCap. L'appareil (en configuration biclasse, 30 sièges Business, 318 économiques) est arrivé le 29 juin 2016 à Addis Abeba, accueilli en particulier par le président éthiopien et le ministre des Transports. Cet appareil rompt ainsi le monopole nord-américain (Boeing, Bombardier) de la flotte d'EAL. EAL devient aussi le premier opérateur africain de l'A350 (7^{ème} mondial). Après la réception d'un 2^{ème} A350-900 en leasing (auprès d'Aircap) prévue en août 2016, EAL réceptionnera à partir de 2017, sa propre commande de douze A350-900 (à raison de 4 en 2017, 2018, 2019).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : Lamu raccordé au réseau électrique national après 53 ans d'alimentation au générateur**

Le comté de Lamu a été raccordé au réseau électrique national après avoir été alimenté pendant 53 ans avec des générateurs électriques fonctionnant au diesel. Le précédent mode d'électrification a, pendant des décennies, ralenti le développement économique de la région, une tendance que ses dirigeants espèrent voir s'inverser. Ce raccordement de la région n'est pas le seul. Le gouvernement a, dans le cadre du projet *Last Mile Connectivity*, entrepris de raccorder également les 300 000 ménages du comté de Kiambu d'ici la moitié de l'année 2017.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : nouvelle offre d'achat pour Neotel**

Liquid Telecom, filiale du groupe Econet Wireless, vient de lancer une offre d'achat de 6,5 Mds ZAR pour l'acquisition de Neotel, le second opérateur fixe sud-africain, majoritairement détenu par l'indien Tata Communications. Avec ce rachat, Liquid Telecom souhaite élargir son réseau de fibre à travers l'Afrique et entrer en compétition avec Seacom. Le rachat doit encore être approuvé par les autorités de régulation d'ici mars 2017, fin de l'année fiscale. En 2015, Vodacom avait également lancé une offre de rachat de Neotel. Bien que l'autorité de régulation ICASA ait approuvé ce deal, Vodacom s'était finalement rétractée suite à des complications lors du passage auprès du Tribunal de la Concurrence.

✉ blandine.aigron@businessfrance.fr

▼ **Angola : protection accrue des données personnelles sur les réseaux informatiques**

Au terme de la sixième session ordinaire du Conseil des ministres du 29 juin 2016, le ministre des Télécommunications et Technologies de l'Information a approuvé le projet de loi sur la protection des réseaux et des systèmes informatiques. Une fois soumise à l'Assemblée nationale et adoptée, cette loi octroiera une plus grande protection des données personnelles sur les réseaux informatiques et télécoms et permettra à l'Angola de se conformer aux obligations de l'Union africaine (UA) et à celles de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) en matière de sécurité sur le cyberspace.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : CFAO ouvrira bientôt une usine multifonction**

C'est à Abidjan que CFAO va tester sa première usine multifonction dont l'objectif est de fabriquer sur le même site, via des mini lignes de production, une vingtaine de produits différents : de la crème cosmétique au stylo en passant par les jus de fruits. A travers cette usine, CFAO entend offrir une solution aux multinationales, pour lesquelles les marchés africains sont souvent trop étroits pour faire tourner à plein régime des unités de production classiques. L'entrée en production de l'usine d'Abidjan est prévue pour fin 2017. Après la Côte d'Ivoire, l'expérience devrait se poursuivre au Cameroun et au Ghana.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Air Côte d'Ivoire est devenue la première compagnie aérienne d'Afrique de l'Ouest devant la compagnie togolaise Asky

La compagnie aérienne ivoirienne, basée à Abidjan, a annoncé un chiffre d'affaires de 116 M EUR pour 2015, soit une progression de 37 % par rapport à 2014. Elle a transporté plus de 600 000 passagers en 2015 (contre près de 400 000 en 2014), sur 19 destinations dans la région. Elle a par ailleurs connu une augmentation de capital en janvier dernier pour passer de 38 M EUR à 99 M EUR. Air Côte d'Ivoire dispose de neuf avions. La compagnie a signé une commande de cinq appareils neufs avec Airbus en avril dernier : deux Airbus A 320 Ceo (livrés en juillet et octobre 2017) et trois Airbus A 320 Neo (date de livraison en discussion).

✉ alexis.duboisberranger@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ CFAO et WENDEL s'allient en Afrique

Le groupe international de distribution CFAO a annoncé le 28 juin 2016 la signature d'un accord avec Wendel et FFC (société détenue conjointement par CDC International Capital et Qatar Investment Authority) pour l'acquisition respective de 40 % et 20 % du capital de la société foncière « SGI Africa », créée en 2015 pour accompagner le plan de développement de l'enseigne Carrefour et du Club de Marques en Afrique. L'arrivée de ces partenaires soutiendra le plan de développement des centres commerciaux opérés par CFAO en Afrique. Après l'ouverture du centre PlaYce Marcory en décembre 2015 à Abidjan, SGI Africa prévoit de construire une vingtaine de centres dans huit pays d'Afrique au cours des cinq à sept prochaines années.

✉ bguillien@cfao.com ; saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ LafargeHolcim Maroc Afrique vise le marché subsaharien

LafargeHolcim et le holding marocain SNI comptent se renforcer en Afrique subsaharienne francophone, avec la création d'une nouvelle filiale : LafargeHolcim Maroc Africa. SNI et LafargeHolcim annoncent déjà une première opération : la Société ivoirienne des ciments et matériaux (Socimat), qui dispose d'une unité industrielle avec une capacité de 1 million de tonnes de ciments par an, passe désormais sous le giron de LafargeHolcim Maroc Afrique. À terme, LafargeHolcim Maroc Afrique devrait rassembler un réseau de terminaux d'ensachage, de broyeurs et des usines intégrées dans sept pays d'Afrique francophone : Burkina Faso, Mali, Gabon, Sénégal, RDC, Mauritanie et Congo.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Congo : Bolloré déterminé à poursuivre ses investissements

Cyrille Bolloré, président de la partie Transport et Logistique au sein du groupe français Bolloré, a rencontré le nouveau ministre congolais des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, Gilbert Mokoki, et l'a rassuré sur sa détermination à poursuivre les investissements en République du Congo, malgré la crise internationale occasionnée par la baisse des prix des matières premières. Bolloré entend poursuivre les travaux de modernisation et d'extension du Port autonome de Pointe-Noire où le Groupe a remporté en 2009 la concession du terminal à conteneurs pour une durée de 27 ans.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ EDF, actionnaire majoritaire de la nouvelle société camerounaise Nachtigal Hydro Power Company

Le ministre camerounais de l'Eau et de l'Energie, Basile Atangana Kouna, a présidé à Yaoundé la cérémonie officielle de création de la Nachtigal Hydro Power Company (NHPC), qui va exploiter pendant 35 ans un barrage hydroélectrique de 420 MW en projet de construction sur le fleuve Nachtigal. NHPC est une société anonyme de droit camerounais implantée à Yaoundé dont le capital est détenu à hauteur de 40 % par EDF International, 30 % par l'Etat du Cameroun et 30 % par la Société financière internationale (SFI-IFC). La mise en service de l'ensemble de cet aménagement hydroélectrique devrait intervenir au premier semestre 2021 et assurera environ 1/3 des besoins du pays en électricité. Le coût estimé du projet est d'1 Md EUR.

✉ erkki.maillard@edf.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Le Botswana accueille l'édition 2016 de l'*Innovation Prize for Africa*

Gaborone a accueilli le concours *Innovation Prize for Africa*, qui rétribue des projets contribuant au développement du continent africain. Le premier prix a été attribué au Béninois Valentin Agon pour la mise au point d'Api-Palu, un traitement antipaludéen à base d'extraits de plantes, à prix abordable. Le second prix a été remis à la Sud-africaine Imogen Wrigh, pour Exatype, un logiciel permettant aux personnels médicaux de déterminer la réceptivité aux traitements antirétroviraux et de pouvoir engager un traitement adapté en cas de résistance. Enfin, le Dr. Eddy Agbo (Nigéria) a reçu un prix spécial pour l'invention d'un test urinaire permettant de diagnostiquer le paludisme en moins de 25 minutes.

✉ anne.de-la-blache@diplomatie.gouv.fr

▼ Tanzanie : atelier de travail franco-tanzanien sur la formation professionnelle

Organisé par l'ambassade de France et le Centre de recherche tanzanien ESRF, cet événement visait, sur la base de la nouvelle stratégie du gouvernement (*National Skills Development Strategy 2016-2021*), à échanger sur les moyens de renforcer le capital humain, enjeu clé en Tanzanie. L'Ambassadrice de France, Malika Berak et la directrice d'ESRF, T. Kida, ont ouvert les travaux avec le président de la fondation du secteur privé tanzanien (TPSF) R. Mengi. L'atelier a réuni une centaine de participants issus des secteurs public et privé tanzaniens et français, autour de 4 experts de l'Agence pour la formation professionnelle des adultes (AFPA). Des recommandations seront établies sur la base de ces échanges.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : visite du vice-ministre polonais de l'Agriculture

Le vice-ministre polonais de l'Agriculture, Jacek Bogucki, a effectué une visite en Afrique du Sud à l'occasion de l'*Africa's Big Seven* le dimanche 19 juin, premier salon pour le secteur de l'agro-alimentaire et des boissons en Afrique, où la Pologne avait un pavillon. Au cours de sa visite sur l'exposition, le vice-ministre a rencontré différents officiels sud-africains ainsi que des entreprises polonaises présentes sur le salon. Le 20 juin, le vice-ministre polonais a également rencontré son homologue sud-africain, Senzeni Zokwana, au cours d'une rencontre bilatérale pour évoquer de possibles champs de coopération entre les deux pays au niveau agricole ainsi que les enjeux commerciaux entre les deux pays.

✉ tristan.rose@dgtresor.gouv.fr

▼ La banquière malienne Binta Touré Ndoye à la tête d'Oragroup

Après le départ de Patrick Mestrallet du poste de directeur général d'Oragroup, sa remplaçante est la malienne Binta Touré Ndoye. Ancienne d'Ecobank, dont elle a dirigé les filiales malienne (de 2007 à 2013) et togolaise (en 2015), Binta Touré Ndoye (45 ans) a rejoint Oragroup il y a un an, au poste de directrice générale adjointe. Elle est l'une des rares femmes à la tête d'un groupe bancaire régional sur le continent. Racheté en 2009 par le capital-investisseur Emerging Capital Partners (ECP), Oragroup a connu une croissance accélérée grâce, qui lui a permis de doubler son empreinte en Afrique de l'Ouest. En 2015, Oragroup a vu son produit net bancaire croître de +16 % à 94,2 Mds FCFA, pour un résultat net en hausse de 11 % à 7,9 Mds FCFA.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Congo : visite d'État du président congolais en Chine**

Les dirigeants congolais et chinois se sont rencontrés en tête-à-tête le 6 juillet pour évoquer la poursuite du partenariat stratégique qui lie globalement l'Afrique et la Chine et plus particulièrement Brazzaville et Beijing. L'entrevue entre les deux présidents a ensuite donné lieu à la signature de plusieurs accords portant entre autres sur la construction des infrastructures des Zones économiques spéciales, l'accord sur la conversion et la libre circulation du Yuan chinois et du franc CFA en Afrique centrale et en Chine avec comme point focal le Congo Brazzaville, l'accord de jumelage entre les villes de Zushan et de Pointe Noire, et l'accord pour un don de 14 Mds FCFA (21,3 M EUR) pour la construction du centre de maintenance des aéronefs à Brazzaville.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : signature du 3^{ème} C2D et d'une convention de subventionnement du Fonds français pour l'environnement mondial pour la ville de Douala**

Le ministre camerounais de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, Louis-Paul Motaze, et le secrétaire d'Etat français en charge du Développement et de la Francophonie, André Vallini, en visite au Cameroun du 30 juin au 1^{er} juillet, ont signé le troisième Contrat de désendettement et de développement (C2D). D'un montant de 611,5 M EUR sur la période 2016-2025, le C2D bénéficiera pour 364 M EUR au secteur de l'agriculture, au développement rural et à la transformation des produits agricoles, ainsi qu'à l'aménagement urbain et aux infrastructures. Le reste de l'enveloppe, 247,5 MEUR se répartira en aide budgétaire (75 %) et en réserve non affectée. Le secrétaire d'Etat a, par ailleurs, signé une convention de subventionnement de 1,5 M EUR pour le projet « Douala ville durable » du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM).

✉ majdi.debbich@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.
 La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
 anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
 tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Rédacteurs en Chef adjoints

Laurent Estrade (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

